

Vingt-quatrième Conférence du PROE

17-19 septembre 2013
Apia (Samoa)

POINT 10.1 DE L'ORDRE DU JOUR : Points proposés par les Membres

**Conclusions de la 16^e Conférence des Parties à la Convention sur le commerce international
des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
(tenue à Bangkok (Thaïlande) en mars 2013) intéressant les Membres du PROE**

(Document présenté par l'Australie et Nouvelle-Zélande)



Australian Government



Document d'information

Objectif du document

1. Le présent document a pour objet d'informer les Membres des conclusions de la 16^e Conférence des Parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, tenue à Bangkok en mars 2013.

Contexte général

2. La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), établie en 1975, est un accord international qui vise à faire en sorte que le commerce des espèces d'animaux et de végétaux sauvages ne menace pas leur survie dans le milieu naturel.

3. À l'heure actuelle, 178 pays sont parties à la Convention, y compris les Membres du PROE suivants : Australie, Fidji, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Îles Salomon et Vanuatu. L'Australie est l'actuel représentant régional pour la région océanienne au sein du Comité permanent de la Convention, la suppléance étant assurée par les Fidji.

4. La CITES répartit les espèces menacées en trois annexes selon le degré de protection qu'elles requièrent. L'annexe I comprend les espèces animales et végétales les plus menacées, dont le commerce n'est autorisé que dans des circonstances exceptionnelles. L'annexe II comprend les espèces qui, bien que n'étant pas nécessairement menacées d'extinction, pourraient le devenir si leur commerce n'était pas étroitement contrôlé. L'annexe III comprend des espèces incluses à la demande d'une Partie qui en réglemente déjà le commerce et qui a besoin de la collaboration d'autres pays pour en éviter l'exploitation illégale ou non durable.

5. La 16^e Conférence des Parties à la Convention (CdP-16) a été organisée à Bangkok, en mars 2013.

6. La Conférence a adopté 55 amendements aux annexes I et II (voir pièce jointe A). On a accordé beaucoup d'attention aux espèces marines, et cinq espèces de requins et deux espèces de raies manta vivant dans le Pacifique ont été ajoutées à l'annexe II :

- le rameur (*Carcharhinus longimanus*) ;
- le requin-taupe commun (*Lamna nasus*) ;
- le requin-marteau halicorne (*Sphyrna lewini*), le requin-marteau tiburo (*S. mokarran*) et le requin-marteau commun (*S. zygaena*)
- les raies manta (*Manta birostris* et *M. alfredi*)

7. Les amendements apportés aux annexes sont en règle générale entrés en vigueur le 12 juin 2013, sauf dans le cas des espèces marines, dont les amendements entreront en vigueur le 14 septembre 2014 afin de donner aux Parties le temps nécessaire pour mettre en œuvre les procédures administratives requises.

8. La proposition de l'Australie de faire passer le poisson-scie d'eau douce (*Pristis microdon*) de l'annexe II à l'annexe I a recueilli un appui unanime des participants à la CdP. Le commerce international de cette espèce sera donc désormais limité à des fins exceptionnelles et non commerciales, comme les programmes officiels d'élevage aux fins de conservation.

9. La CdP a adopté une résolution sur les avis de commerce non préjudiciable (avis émis à l'issue d'un examen scientifique démontrant que l'exportation d'une espèce n'influera pas sur sa survie dans le milieu naturel). Cette résolution énonce une liste de principes directeurs non contraignants concernant la façon de déterminer scientifiquement si le commerce d'une espèce donnée serait préjudiciable à sa survie. On pourra prendre connaissance de ces principes sur le site Web de la CITES (<http://www.cites.org/fra/res/index.php>) dès qu'ils auront été finalisés par le Secrétariat de la Convention.

10. La CdP a également adopté une résolution sur l'« Introduction en provenance de la mer » (disponible à l'adresse <http://www.cites.org/fra/res/index.php> dès qu'elle aura été finalisée par le Secrétariat de la Convention). Cette résolution décrit la marche à suivre pour appliquer les dispositions relatives aux spécimens visés par la Convention capturés dans les eaux internationales (en haute mer). Depuis l'entrée en vigueur de la Convention, il y a 40 ans, les Parties n'ont pas réussi à s'entendre sur l'attribution de la responsabilité des spécimens visés par la Convention qui sont capturés en haute mer : l'État du port où les prises sont débarquées ; l'État du pavillon, où le navire a été enregistré ; l'État où le navire a été « loué » en vertu d'un accord d'affrètement. La résolution représente un amalgame de ces scénarios qui autorise à la fois la transparence et un suivi serré, et qui impose une procédure d'examen des dispositions convenues lors de la prochaine conférence des Parties. Elle comprend une définition claire de l'État responsable d'émettre l'avis de commerce non préjudiciable et les documents prévus par la Convention. Il importe de souligner qu'en ce qui concerne les pays en développement de la région océanienne, la résolution confère aux États qui utilisent des navires affrétés la responsabilité de veiller à l'application des obligations contractées en vertu de la Convention et d'émettre les documents appropriés concernant les prises. Cette question a fait l'objet de controverses au sein de divers autres forums internationaux comme les organisations/accords régionaux de gestion des pêches. La CdP a pris diverses autres décisions concernant le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre, par les Parties, des obligations relatives à l'émission des documents prévus par la Convention en cas d'affrètement des navires de pêche.

Recommandations :

11. La Conférence est invitée à :

- **prendre acte** des résultats de la 16^e Conférence des Parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction tenue à Bangkok, en mars 2013 ;
- **encourager les Membres du PROE qui sont parties** à la Convention à mettre en œuvre les recommandations formulées à l'occasion de la CdP-16 ;
- **encourager les Membres du PROE qui sont parties** à la Convention à collaborer à l'application des décisions relatives aux requins et aux raies, et notamment à la formulation des avis de commerce non préjudiciable et à la résolution des problèmes techniques et administratifs relatifs au traitement des espèces figurant dans les annexes de la Convention ;
- **encourager les Membres du PROE qui sont parties** à la Convention et qui se prévalent des dispositions relatives aux navires affrétés telles qu'énoncées dans la résolution Conf. 14.6 (Rev CoP16) portant sur l'introduction en provenance de la mer de rendre compte au Secrétariat de la Convention, au moment et de la manière exigés par ce dernier, de leur application des dispositions prescrites par la décision 16.49 et des obligations de la Convention ;
- **Encourager** les Membres du PROE qui ne sont toujours pas parties à la CITES à adhérer à cette dernière.

Pièce jointe :

A Amendements apportés aux annexes I et II